

## ◀ Contre la loi Travail et son monde ▶

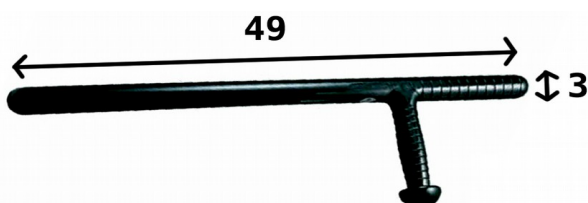
# Toutes et tous ensemble le 15 septembre

### Déjà six mois de lutte

Six mois se sont écoulés depuis la première journée de mobilisation du 9 mars dernier. Un mouvement social d'ampleur s'est construit contre la loi travail et ce malgré l'entêtement du gouvernement et la répression policière : pas moins de vingt journées de grève interprofessionnelle avec des centaines de milliers de personnes dans les rues, des centaines d'actions de blocage économique, des occupations de place avec « Nuit debout » dans la plupart des villes du pays, des assemblées générales interprofessionnelles, etc. L'ensemble des secteurs, public et privé, a participé à la lutte contre cette loi signant un recul social sans précédent : lycéen-ne-s et étudiant-e-s, salarié-e-s, chômeurs/euses, précaires, intermittent-e-s, travailleurs/euses des raffineries, cheminot-e-s, dockeurs/euses, éboueurs/euses, etc.

### 49.3 x3

Le gouvernement a joué le passage en force en utilisant l'article 49.3 à trois reprises pour faire accélérer l'adoption de cette loi réclamée par le MEDEF et applaudie par les syndicats « réformistes » CFDT, UNSA et CGC. Malgré sa promulgation le 9 août, la campagne de désinformation qui a marqué la fin de l'année scolaire et les miettes lancées pour démobiliser certains secteurs, la détermination des opposant-e-s à cette loi n'a pas faibli.



### Que dit la loi travail dans les grandes lignes ?

■ **Le temps de travail** : si les 35 heures demeurent la référence légale, l'aménagement dérogatoire est devenu la règle. La loi peut être supplantée par des « petites lois » au niveau des entreprises ou d'une branche. C'est ce qui s'appelle l'inversion de la hiérarchie des normes.

■ **Le Code du travail** : d'ici à deux ans il va être réécrit par une commission. Avec cette inversion de la hiérarchie des normes, les accords de branches ou d'entreprises vont pouvoir prendre le pas sur le droit du travail actuel. La loi travail prévoit notamment que des accords dit de « préservation ou développement de l'emploi » puissent être signés au niveau des entreprises, allongeant la durée du travail, réduisant le salaire ou remettant en cause les primes. Un refus équivaldra à un licenciement.

■ **Les licenciements** : ils sont rendus plus faciles avec le leitmotiv de la compétitivité. Les critères permettant le licenciement économique seront différents selon la taille des entreprises et s'apprécieront en fonction, par exemple, de « baisses significatives des commandes ou du chiffre d'affaire ».

■ **La médecine du travail** : la visite obligatoire à l'embauche et la visite biennale sont supprimées, remplacées par une visite d'information et de prévention.

■ **La mise en place du Compte personnel d'activité** : mis en place à partir de janvier 2017 pour toutes les personnes à l'entrée de la vie professionnelle (y compris pour les salarié-e-s du public) il comprend le compte personnel de formation, le compte pénibilité et le

compte d'engagement citoyen. Ce nouveau livret ouvrier, auquel les employeurs/euses auront accès est une individualisation des droits à la formation et des rémunérations, indépendamment de toutes les conventions collectives, rendant le ou la salarié-e responsable de son "employabilité" et donc de ses périodes de chômage pour le ou la rendre plus flexible en s'adaptant aux besoins du patronat.

## **Et dans l'éducation nationale ?**

Cette réforme du code du travail ne va pas toucher tout de suite les fonctionnaires et les contractuel-le-s de droit public, mais il y a bien des personnels de l'éducation nationale qui sont sous contrat de droit privé de type Contrat unique d'insertion : AVS, AED, agent-e-s de la région et du département.

Avec la multiplication de ces contrats précaires on assiste clairement à une généralisation des contrats de droit privé dans les établissements.

Les personnels vont être directement touché-e-s par cette réforme.

D'autre part, un regard sur les précédentes « réformes »

suffit à comprendre la logique qui consiste à s'en prendre d'abord au privé pour ensuite attaquer le public, prétextant qu'il est privilégié. Prenons l'exemple des retraites : en 1993 rallongement de la durée de cotisation imposé aux salarié-e-s du privé, en 1995 échec de la tentative de l'étendre au public sous la pression de longues grèves, mais en 2003 Fillon l'impose.

Les récentes déclarations unanimes des politiques sur le temps de travail des fonctionnaires annoncent d'ailleurs la couleur sur une augmentation du temps de travail dans la fonction publique dans un avenir proche.

## **Face à la répression, pas d'intimidation !**

Interdictions ciblées de manifester, entraves à l'organisation des manifestations, contrôles policiers visant à interdire les accès aux lieux de manifestation : comme il l'a montré au cours de ces 6 derniers mois de lutte, le gouvernement est prêt à tout pour faire taire la contestation.

Autoritarisme, provocations, intimidations, répression et désinformation ont été ses seules réponses pour discréditer en vain les travailleurs/euses mobilisé-e-s.

Notre mobilisation est légitime. Notre détermination reste intacte. Ce gouvernement antisocial ne nous empêchera pas de poursuivre la lutte.

Nous appelons l'ensemble des organisations syndicales et collectifs de lutte à organiser la solidarité avec les manifestant-e-s réprimé-e-s.

## **BnF, La Poste... des victoires qui en appellent d'autres !**

Dans de nombreux secteurs, des salarié-e-s se mobilisent et gagnent sur leurs revendications contre la précarité, l'arrêt des suppressions de postes, les réorganisations et l'augmentation du temps de travail.

Ces victoires en appellent d'autres.

*C'est donc maintenant que nous devons nous mobiliser pour protéger les droits des salarié-e-s partout. Après des décennies de régressions sociales nous devons non seulement stopper les attaques contre nos droits mais aussi nous battre pour le progrès social, pour une autre société.*

## **Plus que jamais nous devons poursuivre et amplifier la lutte contre la loi travail et son monde.**

**Le 15 septembre, les organisations syndicales CGT, FO, FSU et Solidaires et des AG de lutte appellent à une nouvelle journée de grève public-privé.**

**C'est toutes et tous ensemble qu'il faut lutter contre l'exploitation et contre la précarisation de la société.**

**Dans tous les établissements, dans toutes les écoles, dans tous les services, soyons massivement en grève et dans les manifestations le 15 septembre pour l'abrogation de la loi travail !**

